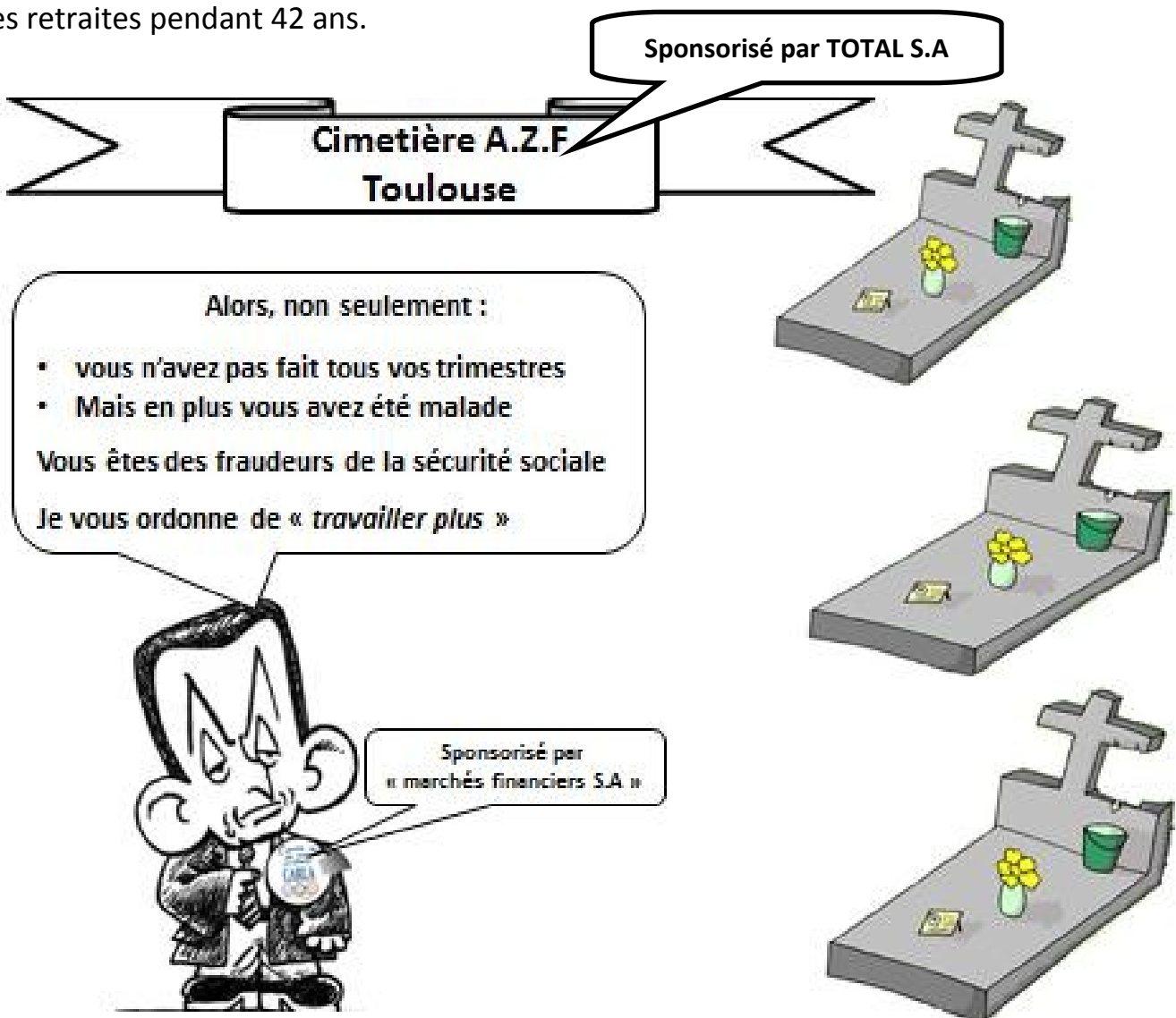




AIDONS SARKOZY A LUTTER CONTRE LA FRAUDE SOCIALE,

LA FRAUDE SOCIALE : Comment nous militants C.G.T qui donnons de notre temps et par tous temps (les tracts ne se distribuent pas sur un yacht sponsorisé par BOLLORE, au large de l'Espagne, un 14 Juillet), pourrions être contre **l'appel à traquer la fraude ???**

MAIS DE QUELLE FRAUDE PARLET-ON ? La chasse aux fraudeurs dénoncée par « *el Présidente* » ne vise que **les salariés**, qui **seraient la cause des déficits sociaux** comme les **fonctionnaires seraient la cause de la dette publique**. A ce niveau-là de ridicule, il peut dénoncer les morts d'**A.Z.F** d'être des « *fraudeurs de la sécu* » pour ne pas avoir cotisé pour les retraites pendant 42 ans.



QUI CHASSER ?? La vraie question dans cette **chasse à la fraude**, compétitivité oblige, c'est d'avoir et développer une « **chasse compétitive** ». En d'autres termes, chasser du gibier qui rapporte gros, en vue de régler la « *fameuse dette publique* » et rassurer ainsi les « *marchés financiers* ».



ACHETONS-LUI DES LUNETTES

LA VERITE DES CHIFFRES : Les députés de la Nation ont commandé un rapport qui é été publié en juin dernier. Dans ce rapport parlementaire, les fraudes sociales étaient estimées **au total à 20 milliards** par an qui se répartissent ainsi :

- **Les fraudes aux prestations** (indemnités d'arrêts maladie, allocations familiales, RSA, etc..) celles qui sont dénoncées par « *Nicolas le Dur* »¹, représentent 2 à 3 milliards.
- **Les fraudes aux prélèvements** (cotisations patronales et salariales non versées en raison du travail au noir), représentent entre **8 et 15,8 milliards**). Or celle-ci ne sont pas vues par « *Nicolas le dur* », Problème de lunettes.

UNE COMPARAISON INTERNATIONALE : Le même rapport établit une comparaison internationale dont il ressort : « *quand on les compare avec leurs voisins européens, les salariés français ne sont pas plus enclins qu'ailleurs aux arrêts de travail. Une longue étude menée en 2010 par deux chercheurs du CNRS montrait qu'entre 1994 et 2001, le taux d'absence globale (pour raisons de santé ou non) oscillait, en France, entre 10 % et 11 %, contre 20 % et 28 % au Danemark, 15 % au Royaume-Uni ou 16 % et 18 % aux Pays-Bas* ».²

A ces premiers chiffres il faudrait rajouter :

- **38 milliards d'euros** d'exonération de cotisations sociales (prise au nom de l'emploi) et dont on mesure l'efficacité (demandez aux salariés de Peugeot, Fralib, Arcelor, Lyondellbasel, Ineos etc..). **Mais « Sarkozy le dur » ne les voit pas.**
- **le montant des pertes de recettes** engendré par les niches fiscales a été évalué à **50 milliards d'€... en 2003**. Le nombre de ces niches, qui exonèrent une poignée d'individus aisés ou très aisés de l'impôt, est passé de 418 en 2003 à 486. actuellement, révèle aujourd'hui le journal Le Monde. En cinq ans, leur coût a bondi de **50 milliards à 73 milliards d'€**. Soit 27% des recettes fiscales nettes de l'Etat et 3,8% du PIB. **Mais « Sarkozy le dur » ne les voit pas.**
- **La fraude fiscale (des entreprises) a été estimée à 40 milliards d'euros par an**³. **Mais « Sarkozy le dur » ne les voit pas.**

LA SOLUTION : Sarkozy a donc raison de faire la **chasse aux fraudes sociales**, il n'a qu'un **problème de lunettes**. **A moins que cela soit un problème de logiciel** (le capitalisme ne cherche-t-il pas en permanence à échapper à l'impôt, aux cotisations sociales, et à la rémunération des qualifications du travail ??? qui nécessite de fait la construction de se donner de la force.

SE DONNER DE LA FORCE : Quand le capitalisme impose son fonctionnement (management), sa gestion (priorité du profit), et ses crises financières (qu'il nous fait payer), le syndicalisme offre un espace et une dynamique de liberté. En d'autres termes, **il y a plus de liberté et de solidarité dans le syndicalisme, que dans le libéralisme.**

Nom-Prénom

Entreprise ou Service :

n° tél ou email pour vous joindre :

¹ Avec les faibles.

² Le Monde.fr

³ Selon le S.N.U.I (Syndicat National Unifié des Impôts)